



CA des 2 Rives de la Seine (Siren : 200000321)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté d'agglomération (CA)
Commune siège	Carrières-sous-Poissy
Arrondissement	Saint-Germain-en-Laye
Département	Yvelines
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	29/12/2005
Date d'effet	01/01/2006

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	
Nom du président	M. PHILIPPE TAUTOU

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	270, Grande Rue
Numéro et libellé dans la voie	CARRIERES SOUS POISSY
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	78955 CARRIERES SOUS POISSY
Téléphone	01 34 01 24 40
Fax	01 34 01 24 68
Courriel	communaute@agglo2rs.fr
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	oui
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	oui
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	oui
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	92 128
-----------------------------	--------

Densité moyenne 1 010,62

Périmètre

Nombre total de communes membres : 12

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
78	Andrésy (217800150)	12 147
78	Carrières-sous-Poissy (217801232)	15 105
78	Chanteloup-les-Vignes (217801380)	10 000
78	Chapet (217801406)	1 241
78	Les Alluets-le-Roi (217800101)	1 254
78	Médan (217803840)	1 458
78	Morainvilliers (217804319)	2 643
78	Orgeval (217804665)	6 112
78	Triel-sur-Seine (217806249)	11 610
78	Verneuil-sur-Seine (217806421)	15 699
78	Vernouillet (217806439)	9 566
78	Villennes-sur-Seine (217806728)	5 293

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 36

Compétences exercées par le groupement
Environnement et cadre de vie
- Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés <i>compétence exercée à compter du 1er janvier 2016</i>
- Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés <i>compétence exercée à compter du 1er janvier 2016</i>
- Lutte contre les nuisances sonores <i>mise en oeuvre ou soutien d'actions en réponse au Grenelle 2</i>
- Qualité de l'air <i>mise en oeuvre ou soutien d'actions en réponse au Grenelle 2</i>
- Autres actions environnementales <i>élaboration et suivi d'un agenda 21 en cohérence avec les chartes environnementales communales; résorption des décharges sauvages dans les milieux naturels (plaine, forêt, ENS); mise en oeuvre et suivi des campagnes de dératisation, démolition ou toute autre action de lutte contre l'invasion d'insectes (diptères, coléoptères) dans la limite des champs de compétence de la CA et se manifestant sur le domaine public; service de mise à disposition en libre service de véhicules électriques ou hybrides; lutte pour la réduction de la production de déchets, par la; mise en place d'actions dans le cadre notamment du programme local de prévention des déchets; organisation de manifestations d'intérêt communautaire sur la thématique de la prévention, du tri et du recyclage des déchets ménagers et assimilés.</i>
Sanitaires et social
- Action sociale
Politique de la ville
- Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale

deliberation du CC du 13/12/2010 intérêt communautaire de la politique de la ville: a/emploi et insertion économique: accueil, information, accompagnement et suivi des publics vers l'emploi et l'insertion; conception, coordination et mise en oeuvre d'une politique territorialisée; analyse et mise en adéquation des actions d'accompagnement du marché de l'emploi avec l'offre; financement d'opérations liées à de nouvelles sources d'emploi; aide à la, création de structures d'insertion; mise en oeuvre de toute procédure ou clause favorisant l'insertion professionnelle dans le cadre des marchés publics; soutien aux actions menées en faveur de l'emploi et de l'insetion professionnelle par la maison de l'emploi, les missions locales, le PLIE, dès lors qu'elle répondent aux objectifs par la CA2RS; soutien aux actions favorisant l'insertion par l'économique et mobilisant les outils disponibles ou à créer (chantier d'insertion, chantier école, entreprise d'insertion, entreprise de travail temporaire d'insertion, création d'emplois dans des structures favorisant l'insertion par l'économique pour répondre aux besoins du territoire: cadre de vie, gestion de proximité, services à la personne, travaux dans le cadre du programme de renouvellement urbain;) accompagnement à la création et reprise d'entreprise notamment du secteur de l'économie sociale et solidaire. b/santé: déclinaison territoriale des campagnes nationales; promotion des comportements favorables à la santé sur les thèmes suivants: alimentation et activité physique, sécurité routière, sexualité, accidents de la vie courante, toxicomanies, violence, santé buccodentaire, lutte contre l'obésité, lutte contre toute addiction, prévention des cancers, des maladies cardiovasculaires, avec une priorité pour les personnes en situation de vulnérabilité; pilotage d'un observatoire de la santé; impulson de toutes démarches de nature à favoriser un égal accès aux soins. c/ prévention et sécurité pilotage du CISPD promotion d'actions concernant les priorités suivantes: prévention et sécurité routière; lutte contre l'exclusion et le décrochage scolaire; dans le cadre de l'action judiciaire: alternatives aux poursuites, prévention de la récidive, aide aux victimes, accès aux droits; présence humaine et médiation dans les espaces collectifs (habitat, transports, espaces publics) les communes conservent le volet relationnel avec la population et le soin de mettre en oeuvre sur le terrain les actions appropriées. d/ éducation un observatoire des parcours éducatifs. e/ habitat et cadre de vie homogénéisation des standards de gestion au travers d'une démarche de gestion urbaine de proximité (voirie, traitements des déchets, éclairage, propreté, nettoyage des tags); prmotion de l'accès des publics à un parcours résidentiel au sein de l'agglomération en développant toutes actions permettant d'en réduire les freins.

Dispositifs locaux de prévention de la délinquance

- Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance
mise en place début 2011

Développement et aménagement économique

- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique

- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités portuaire ou aéroportuaire

- Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, Soutien des activités agricoles et forestières...)

Développement et aménagement social et culturel

- Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements sportifs

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- Schéma de secteur

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)

- Constitution de réserves foncières
la CA peut constituer des réserves foncières en lien avec l'exercice de ses compétences.

- Organisation des transports urbains
elle peut organiser un sdervice de mise à disposition de bicyclettes en libre service

- Transport scolaire

Organistaion des circuits speciaux scolaires et de la relation client sous délégation du STIF

- Organisation des transports non urbains
gestion et organisation des transports occasionnels collectifs routiers avec chauffeur (départ et retour sur le territoire de la CA) à destination des services scolaires et périscolaires (uniquement les centres de loisirs) maternelles et primaires pour les 12 communes du terriotire.

- Plans de déplacement urbains <i>réalisation d'un PDU</i>
Voirie
- Création, aménagement, entretien de la voirie
- Parcs de stationnement
Développement touristique
- Tourisme <i>élaboration et mise en oeuvre d'une politique communautaire de développement touristique. Gestion d'un bateau de promenades fluviales.</i>
Logement et habitat
- Programme local de l'habitat <i>élaboration et suivi de PHL</i>
- Politique du logement non social <i>La CA est compétente pour la réalisation de toutes études et analyses générales liées au logement et à l'habitat intéressant le territoire communautaire.</i>
- Politique du logement social
- Action et aide financière en faveur du logement social d'intérêt communautaire
- Action en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire
- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire
- Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat
Autres
- NTIC (Internet, câble...) <i>developpement et fourniture du tres haut débit sur le territoire dans le cadre de la loi du 21 juin 2004.</i>
- Réalisation d'aire d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage <i>création et gestion d'aire d'accueil des gens du voyage et aire de grand passage des gens du voyage</i>
- Autres <i>équipements de loisirs: aménagement, entretien et fonctionnement de la base de loisirs du Val de Seine 78 pour la partie relevant des communes membres de la CA; autres services communs: assistance juridique; assistance à la passation et/ou la mutualisation des marchés publics; assistance à l'instruction du droit du sol; assistance à l'instruction des demandes d'installation d'équipements d'assainissement non collectif; assistance à la gestion du parc informatique et des nouveles technologies d'information et de communaication; assistance à l'archivage des documents administratifs; assistance à al mise en oeuvre de la médecine du travail; assistance à l'élimination des déchets verts (gestion d'une palte-forme de compostage); système d'information géographique; Elaboration de politiques sportive et culturelle communautaires: * Communication et promotion des événements d'intérêt communautaire: manifestations qui, par l'origine géographique des participants et/ou du public, leur originalité, leur reconnaissance qualitative, leur impact valorisant pour l'image du territoire, justifient une prise en charge ou une contribution financière de la CA. * Organisation de manifestations ayant un impact réel pour les 6 communes; * Etude sur la mise en réseau des écoles de musique, bibliothèques et écoles de sport. action sociale d'intérêt communautaire: etudes et mise en oeuvre d'actions en faveur des personnes agees.</i>
Production, distribution d'énergie
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE)
Politique de la ville
- Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE)

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
------	-----------------------	-------------	------------

78	S I D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX TELECOMMUNICATIONS ET ELECTRICITE DE LA REGION DE CONFLANS ET CERGY (SIERTECC) (257800714)	SM fermé	228 964
75	Syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) (257500017)	SM fermé	5 271 158
78	SI POUR LA DESTRUCTION DES RESIDUS URBAINS (SIDRU) (257800730)	SM fermé	215 111
75	Paris Métropole (200020675)	SM ouvert	7 402 800
78	S I POUR LA DESTRUCTION DES ORDURES MENAGERES ET LA PRODUCTION D'ENERGIE (S.I.D.O.M.P.E.) (257800375)	SM fermé	336 155
78	S MIXTE D'ETUDE D'AMENAGEMENT DE LA BPAL DU VAL DE SEINE (257801993)	SM ouvert	123 120
78	S I POUR LA VALORISATION ET LE TRAITEMENT DES RESIDUS URBAINS (SIVATRU) (257802108)	SM fermé	126 285

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2015 - millésimée 2012)